

## 2 Politique

## Affaire Aba'a Minko

## "A Jean Ping de condamner les actes posés par l'un de ses soutiens"

J.K.M

Libreville/Gabon

**Outre cet appel, le porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, a annoncé, au cours de sa conférence de presse, que le chef de l'État prendra part, du 22 au 23 juin, à Kampala (Ouganda), à un Sommet sur les réfugiés.**

"LE gouvernement demande à Jean Ping de condamner publiquement les actes posés par l'un de ses soutiens". Ainsi s'est exprimé le Porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, lors de la conférence de presse qu'il a animée, hier, à la Maison Georges Rawiri, siège de la chaîne publique Gabon Télévision.

A l'entendre, la responsabilité de M. Ping, dans les agissements perpétrés par M. Aba'a Minko, vendredi dernier, au mausolée Léon Mba, est plus qu'évidente. D'autant plus que, a-t-il avancé, "ils ne sont que la résultante des dérives verbales et des appels répétés à la violence qui sont devenus les véritables marqueurs de la politique de Jean Ping, qui se révèle au fil des jours comme étant un gourou de la violence".

Selon lui, cette responsabilité est d'autant établie que "Roland Désiré Aba'a Minko est un soutien notoirement connu de Jean Ping. Il a agi pour le compte de ce dernier, lequel devait être le bénéficiaire de ses actes de violence. M. Aba'a Minko a, en effet agi, après avoir écouté les discours de violence prononcés avant, pendant et après le scrutin présidentiel".

Répondant à la question d'un journaliste qui s'est étonné du fait que M. Bilie-By-Nze appelle M. Ping à condamner les agissements d'un de ses soutiens alors que le cabinet de celui-ci l'a fait à travers un communiqué, Alain-Claude Bilie-By-Nze a clairement indiqué que "nous voulons entendre Jean Ping condamner publiquement la violence quelle qu'elle soit et appeler ses partisans à abandonner toute forme de violence. Car, depuis son positionnement, la violence est devenue un mode de fonctionnement".

Réaffirmant le rejet du gouvernement à toute forme de violence, il a laissé entendre que Roland Désiré Aba'a Minko et ses acolytes répondront de leurs actes devant la loi. Tout en précisant que les mesures de sécurité ont été prises, afin

de permettre aux organes de presse de remplir pleinement leurs missions en toute tranquillité.

**PSYCHOSE** • Non sans avoir invité les "populations à vaquer librement à leurs occupations et à ne pas laisser place à une quelconque forme de psychose. Mais de rester vigilantes, afin de déjouer toutes les manœuvres sordides ourdies par les ennemis de la démocratie qui se reconnaissent dans le discours de haine et de violence".

Stigmatisant l'irresponsabilité de "certains éléments incontrôlés de la diaspora", auteurs de comportements agressifs à l'endroit de certaines personnalités à l'étranger, il a avancé que, tôt ou tard, ils devront répondre de leurs agissements en "étant confrontés au poids de l'État".

Sur un tout autre plan, le membre du gouvernement s'est réjoui de la tenue, du 15 au 16 juin dernier, de la 16e Session des ministres africains de l'Environnement. D'autant plus que, selon lui, ces assises ont été une illustration "du leadership de notre pays en matière d'environnement". Cette rencontre, a-t-il précisé, a "confirmé l'engagement de l'Afrique dans la lutte contre les change-



Alain-Claude Bilie-By-Nze, lors d'une précédente rencontre avec les journalistes.

ments climatiques. Tout en réaffirmant son attachement et respect à l'Accord de Paris".

S'agissant du séjour d'une délégation de la Cour pénale internationale (CPI) dans notre pays, Alain-Claude Bilie-By-Nze a laissé entendre que celle-ci découle de l'initiative des autorités gouvernementales qui avaient saisi, en septembre dernier, cette juridiction internationale. Les représentants de la CPI, a-t-il déclaré, auront une série de rencontres avec un certain nombre de personnalités gabonaises, à l'issue

desquelles ils pourraient ouvrir ou non une éventuelle information.

Abordant l'organisation de la 13e édition de la Fête des cultures, le Porte-parole du gouvernement a indiqué que la liste des artistes et groupes ainsi que celle des sites retenus au cours de cette manifestation seront rendues publiques dans les tout prochains jours. L'objectif étant, à terme, a-t-il ajouté, de faire de cet événement "un rendez-vous culturel majeur et incontournable dans la sous-région".

Avant de mettre un terme à

Suite à la saisine de la CPI par le gouvernement gabonais Une délégation du bureau du procureur attendu à Libreville ce mardi

C'est ce qu'annonce le gouvernement dans un communiqué signé de son porte-parole et dont voici, ci-dessus, l'intégralité.

EN date du 21 septembre 2016, la République gabonaise a saisi le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) aux fins d'apprécier une série d'actes graves, commis sur son sol, et incitant à la violence, à l'occasion de l'élection présidentielle d'août 2016.

Près d'un an après, nous accueillons, ce mardi 20 juin, la délégation du bureau du procureur de la CPI.

Fait à Libreville, le 19 juin 2016

Le ministre d'Etat Alain-Claude Bilie-By-Nze

sa rencontre avec les représentants de la presse nationale et internationale, M. Bilie-By-Nze a indiqué que le président de la République prendra part, du 22 au 23 juin prochain, à Kampala, en Ouganda, à un sommet sur les réfugiés.

## Le PDS condamne des "pratiques antidémocratiques"

LBON

Libreville/Gabon

LE Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS) s'est prononcé, hier, au cours d'une déclaration lue par son secrétaire général, Louis Ingongui, sur les derniers événements ayant marqué l'actualité nationale. Notamment la manifestation de la diaspora lors du récent séjour du président de la République, Ali Bongo Ondimba, aux États-Unis d'Amérique et la supposée

menace terroriste de l'ancien candidat à la présidentielle d'août dernier, Désiré Aba'a Minko.

Aussi, le parti de Me Séraphin Ndaot Rembogo, condamne-t-il "formellement les comportements rétrogrades et déviants de quelques éléments de la diaspora qui s'illustrent négativement en ternissant l'image de notre pays à l'extérieur et en s'en prenant à ses autorités en mission à l'étranger". La même condamnation concerne "l'irruption, vendredi dernier, dans les locaux de certains médias, d'individus

cagoulés équipés d'armes blanches, ainsi que le discours déconcertant et incendiaire de monsieur Aba'a Minko Roland Désiré visant à la déstabilisation des institutions de la République".

Des événements qui, à en croire la déclaration du PDS, vont à contre courant des aspirations à un meilleur vivre du peuple gabonais et à "l'avènement d'un État de droit démocratique nécessaire à la relance de notre économie fortement perturbée par les crises multiformes récurrentes qui l'affectent". D'où l'invite

solennelle adressée au gouvernement et au Parlement "à mettre en application, dans les meilleurs délais possibles, les décisions novatrices, consensuelles issues du Dialogue politique d'Angondjé, afin de juguler ces crises et favoriser la reprise des activités économiques propices au développement du pays".

Ainsi, mû par la volonté de préserver la paix qui a toujours caractérisé notre pays à travers le continent africain, "le PDS invite l'ensemble de ses militants, sympathisants et le peuple gabonais à ne pas céder aux



Le secrétaire général du PDS, Louis Ingongui.

sons de sirènes perturbatrices et démobilisantes qui menacent la paix et la cohésion nationale".

## Suite à la descente d'un commando dans les locaux de certains médias

## Démocratie nouvelle s'indigne

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

Le parti de René Ndemézo Obiang a condamné ces agissements qui, "menacent fortement la paix et la stabilité politique dont a tant besoin notre pays". Le porte-parole de ladite formation politique, Jonathan Ndoutoume Ngome, s'est exprimé samedi dernier à leur siège.

DEMOCRATIE nouvelle

(DN) s'est insurgé contre les événements qui ont eu lieu le 16 juin dernier dans les locaux de certains médias à Libreville. Pour la formation politique présidée par René Ndemézo Obiang "il s'agit là d'un acte qui menace fortement la paix et la stabilité politique dont a tant besoin notre pays après les douloureux événements du mois d'août dernier". Aussi, Jonathan Ndoutoume Ngome, son porte-parole, a-t-il indiqué que ce genre d'acte "s'inscrit toujours dans la logique d'une ligne politique aven-

turiste, hasardeuse et périlleuse".

En outre, relevant sa participation au Dialogue politique inclusif et sans tabou initié par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, DN a condamné toute forme de violence "d'où qu'elle provienne". Non sans réaffirmer son attachement aux "idéaux qui fondent sa ligne politique, ceux du patriotisme, du respect de l'ordre républicain et de l'accession au pouvoir par la voie des urnes".

Par ailleurs, Jonathan Ndoutoume Ngome a sou-

haité, au nom de DN que "ne soit pas transposé dans notre pays le climat de violence vécu sous d'autres cieux au nom d'un certain nombre d'idéologies, sous le prétexte de vouloir conquérir le pouvoir". De plus, cette formation politique de l'opposition a exhorté les acteurs politiques de tout bord à mettre en "application intégrale et dans les délais raisonnables", le protocole d'accord signé au terme du Dialogue politique d'Angondjé, dans la commune d'Akanda au nord de Libreville.



Jonathan Ndoutoume Ngome, porte-parole de Démocratie nouvelle.